



MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018 À 17:35



En 2017, Bercy estimait que la suppression de l'ISF allait créer très peu d'emplois

« 50.000 emplois et 0,5 point de PIB sur 20 ans ». Ce sont les effets de la suppression de l'ISF et la création de la « flat tax », selon les estimations des ordinateurs de Bercy, que la commission des

finances du Sénat avait obtenues, à la demande de son président socialiste, Vincent Eblé.



Par François Vignal

@francoisvi



Le bilan de l'ISF est sur la table. Si le gouvernement défend toujours l'utilité de la transformation de l'ISF en IFI (impôt de solidarité sur la fortune), le premier ministre a confirmé mercredi la mise en place d'un « comité composé d'experts », dont des parlementaires, en vue d'une évaluation dont les premiers résultats pourraient venir à l'automne 2019. Edouard Philippe ne fait que confirmer une promesse de Bruno Le Maire, faite devant le Parlement il y a un an.

De leur côté, les sénateurs vont mettre en place leur propre mission d'évaluation. « Nous allons prendre une initiative avec la commission des finances pour mettre en place un groupe de travail et de suivi spécifique qui va suivre cette affaire de façon très attentive » annonce à Public Sénat le président PS de la commission des finances de la Haute assemblée, Vincent Eblé ([voir notre article](#)).

« Ce n'est quand même pas exceptionnel »



Mais la commission des finances dispose déjà des évaluations faites par Bercy il y a un an, lors de l'adoption de la réforme. Elles contredisent le discours du gouvernement sur son bien-fondé.

« Nous avons eu cette évaluation au moment où la réforme a été mise en place. On peut suspecter qu'elle ne soit pas tout à fait juste. Mais avec ce fameux logiciel de Bercy d'appréciation des réformes en matière macroéconomique, MESANGE, on a quand même une vision d'une réforme qui a peu d'effets : 50.000 emplois et 0,5 point de PIB sur 20 ans » souligne Vincent Eblé (voir la vidéo, image de Jérôme Rabier). « Ce n'est quand même pas exceptionnellement lourd » constate le sénateur. Cela fait cher l'emploi créé. Et pas de quoi résorber le problème du chômage en France.

Précision utile: la simulation issue des ordinateurs de Bercy incluait les effets de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique, ou « flat tax ». Autrement dit, l'apport en termes de création d'emplois de la seule réforme de l'ISF serait encore plus faible. Il faudra cependant voir si l'évaluation mise en place par le gouvernement et le Sénat confirmera ou pas ces mauvaises prévisions.